

Tchéchénie, un « après-guerre » sans paix

Aude MERLIN

La guerre est-elle finie en Tchétchénie ? A cette question, les habitants de la République se surprennent la plupart du temps à répondre oui¹. Ce n'est que dans un deuxième temps que le doute survient, signe d'une inquiétude. Le 16 avril 2009, ce que les autorités russes ont toujours qualifié d'« opération anti-terroriste » a officiellement pris fin, lorsque le comité national anti-terroriste (NAK) a décidé de lever le régime spécial (KTO) introduit en Tchétchénie à l'automne 1999 lors de la reprise de ce qui, selon tous les critères du droit humanitaire, ne pouvait être nommé autrement que guerre². Le retour en septembre 1999 des troupes russes sur le territoire d'une République, qui depuis les accords de Khassav-Iourt d'août 1996 se considérait comme indépendante³, a été rapidement suivi de déclarations

¹ Observation de terrain, Grozny, 2007.

² Dans le cas tchéchène, c'est bien à deux guerres que l'on a assisté depuis l'effondrement de l'Union soviétique ; elles ont été en particulier caractérisées par des bombardements massifs, des opérations de « nettoyage » dites *zatchistki*, l'existence d'un système de « filtration » avec usage de la torture à grande échelle, et également la diffusion sur le territoire russe d'actes terroristes, comme en particulier les prises d'otages à Boudionnovsk en 1995 (pendant la première guerre), Moscou en 2002, Beslan en 2004. Les morts se comptent en dizaines de milliers, la population civile en ayant payé le plus lourd tribut. De très nombreux rapports d'ONG (comme par exemple ceux de Memorial, d'Amnesty International, de la FIDH, de Human Rights Watch) ont documenté les violences commises au cours de cette guerre. Voir E. GILLIGAN, *Terror in Chechnya, Russia and the Tragedy of civilians in War*, Princeton University Press, 2010. Sur les enjeux des deux conflits russo-tchéchènes, voir A. LE HUÉROU, A. MERLIN, A. REGAMEY, S. SERRANO, *Tchéchénie, une affaire intérieure ? Russes et Tchétchènes dans l'état de la guerre*, Paris, Autrement, 2005.

³ La première guerre (1994-1996) s'était soldée par un cessez-le-feu conclu à Khassav-Iourt le 31 août 1996, suivi du retrait des troupes russes et d'un accord de paix signé entre

officielles sur la « normalisation »⁴ de la situation. Ce n'est toutefois qu'à partir de 2003 et l'organisation de scrutins censés consacrer le retour de la Tchétchénie au sein de la Russie, que la politique de « tchéthénisation », déjà amorcée par la nomination d'Akhmat-Khadji Kadyrov, ancien mufti de la République à la tête de l'administration provisoire en 2000, a connu une accélération avec le transfert des prérogatives de maintien de l'ordre aux autorités tchéthènes dites « pro-russes »⁵. Alors que la première guerre de Tchétchénie (1994-1996) se menait officiellement au nom du « rétablissement de l'ordre constitutionnel », la deuxième était une « opération anti-terroriste » : le mot « guerre », même s'il était abondamment utilisé dans la presse et dans la société⁶ concernant la Tchétchénie, n'était pas reconnu officiellement⁷. Le terme de combattant (*boevik*) a été remplacé par ceux d'islamiste et de terroriste et, au final, la production d'un discours officiel concurrençant des analyses de fond va de pair avec la difficulté à identifier les véritables ressorts de la guerre, voire à émettre l'hypothèse de l'existence de « plusieurs guerres » en une. Face à des projections d'enjeux plus ou moins construits⁸ sur un conflit en grande partie colonial⁹ et

A. Maskhadov et B. Eltsine le 12 mai 1997. On trouve les textes de ces deux accords en anglais in M. GAMMER, *The Lone Wolf and the Bear. Three Centuries of Chechen Defiance of Russian Rule*, Pittsburgh, UPP, 2006, p. 221-224.

⁴ Sur les multiples déclarations officielles de fin de l'opération anti-terroriste, voir par exemple « Operatsiou v Tchetchne zakantchivajout vsio desat' let, Istoria voprosa » (Cela fait dix ans que l'on achève l'opération anti-terroriste en Tchétchénie. Histoire de la question), *Kommersant*, 26 mars 2009. L'énumération qui y figure va de la déclaration du ministre de la Défense Sergueev en décembre 1999, à l'annonce de fin mars 2009 préfigurant la déclaration du 16 avril.

⁵ L'adjectif « pro-russes » doit être utilisé néanmoins avec prudence, comme en témoigne la façon dont un certain jeu politique peut exister entre autorités tchéthènes et pouvoir à Moscou. Voir ci-après.

⁶ Les sondages réalisés par l'Institut Levada à intervalles réguliers auprès d'échantillons représentatifs de la société russe ont montré la lucidité de cette dernière sur la réalité des événements à l'œuvre, qualifiés en majorité de guerre par la population malgré l'appellation officielle (voir les archives en ligne sur le site www.levada.ru).

⁷ Il est intéressant de noter que le terme de guerre est revenu dans le langage officiel russe lors du conflit russo-géorgien d'août 2008, alors qu'il n'avait plus été officiellement employé par les autorités soviétiques puis russes depuis la seconde guerre mondiale, qualifiée officiellement de Grande Guerre patriotique. L'intervention soviétique en Afghanistan était pudiquement appelée « opérations ». Tout ceci n'est pas sans rappeler la façon dont l'expression « événements d'Algérie » a longtemps prévalu pour désigner la guerre d'indépendance de 1954-1962.

⁸ Sur la question de la lutte contre le terrorisme, voir A. Le HUÉROU, A. REGAMEY, « La guerre russe en Tchétchénie : discours antiterroriste et légitimation de la violence », in S. COHEN (éd.), « Gérer la guerre contre le terrorisme : le dilemme des démocraties », *Critique internationale*, 41, octobre-décembre 2008. Voir aussi J. RUSSELL, *Chechnya : Russia's « War on Terror »*, Taylor and Francis, 2007. Voir également FIDH, COMITÉ ASSISTANCE CIVIQUE, *Une société sous contrôle, Du détournement de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme en Russie*, juillet 2009, www.fidh.org.

⁹ Sur l'histoire des relations russo-tchéthènes au XIX^e siècle et sur le passif colonial qui pèse sur elles encore aujourd'hui, voir M. VATCHAGAEV, *L'aigle et le loup, La Tchétchénie dans*

marqué par des spécificités de l'ère postsoviétique, la nécessité d'identifier la nature des mutations à l'œuvre en Tchétchénie se heurte à la question de la définition des termes. Dans ce contexte, la porosité existant entre situation de guerre et situation de paix, de plus en plus manifeste dans ce qu'on appelle les « guerres nouvelles »¹⁰, est au cœur du défi que pose au chercheur la situation dans cette Tchétchénie qui semble être de « ni guerre, ni paix ».

Ainsi, à peine l'opération anti-terroriste était-elle officiellement achevée que le régime spécial était déjà réintroduit en Tchétchénie dans différents districts. Quelques mois plus tard, en particulier après plusieurs attentats survenus à Grozny durant l'été 2009, une série de déclarations tant du président russe D. Medvedev que du président tchétchène R. Kadyrov faisaient état de foyers de « terroristes »¹¹ persistants. Dans son discours au Parlement le 12 novembre 2009, D. Medvedev reconnaissait que la situation au Caucase du Nord était particulièrement critique, et la création en janvier 2010 d'un district SKFO (district fédéral du Nord-Caucase) distinct du IouFO (district fédéral du Sud) introduit en 2000 montrait les préoccupations du Kremlin concernant l'instabilité dans la région, travaillée par des logiques de contagion du conflit et de « guerre des rues » en particulier dans les Républiques voisines du Daghestan¹² et d'Ingouchie.

Cette étude se propose donc d'examiner les effets de la stratégie russe de « règlement » du deuxième conflit tchétchène. De même que la façon dont Moscou a « géré » la première guerre (1994-1996) puis son rapport à la Tchétchénie de Maskhadov durant l'entre-deux-guerres (1996-1999) reflétaient les conditions d'émergence du jeune Etat russe issu de l'éclatement de l'URSS, marquées par le chaos, l'incertitude, une forme d'anarchie, et – donc ? – une certaine ouverture à la pluralité de points de vue et au dialogue, la politique qu'a privilégiée Moscou avec la relance de la guerre en 1999 puis sa « gestion » reflètent les évolutions fédérales à l'œuvre dans le rapport de l'Etat tant à la question coloniale qu'à la question démocratique. La façon de « conclure » la guerre est donc radicalement différente, d'une guerre à l'autre. Dans le cas du premier conflit, il y eut des négociations avec la partie adverse incarnée par Maskhadov et un processus de paix, même si cette dernière ne fut pas pour autant acquise¹³.

la guerre du Caucase au XIX^e siècle, Buchet-Chastel, 2008. Voir aussi M. GAMMER, *op. cit.*

¹⁰ Mary Kaldor, par exemple, met l'accent sur la difficulté parfois à établir une frontière entre guerre et situation de grande violence survivant à la guerre proprement dite, M. KALDOR, *New and old wars, Organized violence in a global era*, Stanford University Press, 1999 (rééd. 2001), p. 2.

¹¹ Les propos de D. Medvedev en août sont univoques. « Il y a quelque temps, on a commencé à avoir l'impression que la situation s'améliorait en ce qui concerne les activités terroristes. Malheureusement, les derniers événements prouvent le contraire », in « Medvedev veut « liquider sans émotions » les terroristes dans le Caucase », *Le Monde*, 19 août 2009. Kadyrov fait le même type de constat : « R. Kadyrov : « Oumarov est blessé, mais pas tué. La prochaine fois nous l'aurons », <http://www.grozny-inform.ru/main.mhtml?Part=8&PubID=13460>, 13 juillet 2009.

¹² Voir le rapport *Russia's Dagestan : conflict causes*, juin 2008, www.crisisgroup.org.

¹³ Sur la période de l'entre-deux-guerres, voir « No War, no Peace », in M. EVANGELISTA, *The Chechen Wars, Will Russia Go the Way of the Soviet Union ?*, Brookings Institution Press,

Dans le cas du deuxième conflit, c'est le choix de ce que l'on pourrait appeler une « paix nommée Kadyrov » qui a prévalu, paix qui, du fait qu'elle est obtenue par et à la faveur de la mise en place d'une dictature, masque en réalité la persistance d'un conflit de fond non réglé, dont l'expression locale est celle d'une guerre civile, larvée ou manifeste.

1. Une paix nommée « Kadyrov »

« Merci à Ramzan d'avoir ressuscité notre République qui n'était que ruines et cendres » : cette banderole était omniprésente en Tchétchénie durant toute l'année 2007, année où toutes les traces de la guerre devaient être effacées. « Merci à Ramzan pour notre enfance heureuse » : cette formule, rappelant la formule similaire très répandue dans l'Union soviétique de Staline¹⁴, se rencontre très fréquemment dans le hall des écoles ou encore sur les dessins d'enfants, où maisons, arbres, soleils et drapeaux tchétchènes de la « nouvelle » Tchétchénie ont remplacé ruines, corps gisant dans le sang ou avions en feu figurant sur les dessins du début des années 2000. R. Kadyrov, devenu président de Tchétchénie à l'âge de trente ans, se présente comme l'artisan tant de la reconstruction¹⁵ que de la fin de la guerre même si dans les faits, le pilotage de Moscou est essentiel. Si on ne peut résumer ni mesurer une fin de guerre à une reconstruction, on voit bien que dans le cas tchétchène cette dernière est fortement invoquée pour légitimer R. Kadyrov et asseoir son pouvoir. Le slogan de 2007 de la « disparition de toute trace de la guerre » est d'ailleurs à cet égard saisissant : faire disparaître les traces, les effacer, signifie-t-il que la guerre est finie ? La rhétorique à l'œuvre, symbolique et politique, vise en tout état de cause à imposer à l'observateur extérieur l'image d'une Tchétchénie en paix et « rentrée dans le rang ».

A. Une Tchétchénie « rentrée dans le rang »...

« La Russie est notre maison commune » : pour aller de l'avenue V. Poutine – ancienne avenue de la victoire – à la place Minoutka à Grozny, on passe sous ce grand calicot qui orne le tunnel. Dans le hall de l'université, le texte du nouvel hymne tchétchène accueille les étudiants, accompagné du nouveau drapeau blanc, rouge et vert, celui de la Tchétchénie qui a réintégré la Russie¹⁶. Le symbole du loup, qui figurait dans l'hymne indépendantiste, a disparu, tandis que certaines de ses paroles-clés – « jamais nous ne nous soumettrons, ce sera la mort ou la liberté » –, sont remplacées dans le nouvel hymne par des phrases d'unité, de concorde, et de paix : « La vie de demain réside dans la paix », « En choisissant d'être gardienne de la paix,

2002, p. 46-62. Voir aussi A. MERLIN, « Après-guerre en Tchétchénie : les *spoilers* à l'assaut de l'Etat tchétchène en formation (1996-1999) », in N. DUCLOS (éd.), *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, Paris, Karthala, 2010, p. 117-132.

¹⁴ On voit aussi sur les murs de Tchétchénie le président Kadyrov poser avec des enfants sous l'inscription faisant écho à la formule de Gorki « Les enfants sont les fleurs de la vie ».

¹⁵ On en trouve l'allégorie la plus directe sur une fresque à Goudermes : peinte sur une façade fraîchement reconstruite, celle-ci représente Ramzan Kadyrov en bleu de travail juché sur une échelle, pinceau en main, en train de repeindre... une façade. Goudermes, observations de terrain, juillet 2007.

¹⁶ Observations de terrain, Grozny, juillet 2007.

la glorieuse Tchétchénie a choisi le chemin du bonheur». La Constitution de l'Itchkérie indépendante de 1992 est remplacée en 2003 par une Constitution de la République de Tchétchénie officiellement réintégrée à la Fédération de Russie. La narration officielle de la Tchétchénie nouvelle passe donc sous silence un pan entier des années 1990 et de la première moitié des années 2000, tout en « réécrivant » l'histoire pour la rendre compatible avec le discours officiel imposé rétrospectivement.

1. La réécriture de l'histoire

Sur les sites officiels de la République, dans les discours, Akhmat-Khadji Kadyrov est présenté comme le *premier* président de Tchétchénie. Défunt père de l'actuel président, ancien mufti de la République, il fut la figure tchétchène sur laquelle « misa » Moscou dès juin 2000 en le nommant chef de l'administration provisoire de Tchétchénie en pleine guerre. Assassiné en mai 2004 après avoir été « élu » président en octobre 2003, il fut au centre de la politique de tchétchénisation mise en place par Moscou. Sa mémoire est honorée¹⁷, son nom est omniprésent, attribué tant à des rues de la République qu'au Fonds de bienfaisance qui finance la reconstruction¹⁸, ou encore à un bataillon du ministère de l'Intérieur tchétchène¹⁹. Il est le personnage central de pièces de théâtre élogieuses²⁰; sa photo est sur tous les sites officiels et son portrait dans les rues, à l'aéroport, dans les halls et bureaux de nombreuses institutions. Sa veuve – dont le nom a été donné à la maternité centrale de Grozny – est également très présente dans le discours officiel, ses réactions ou conseils abondamment invoqués par son fils Ramzan Kadyrov, président de Tchétchénie depuis 2007.

En faisant d'Akhmat Kadyrov le premier président de Tchétchénie, l'historiographie officielle passe donc sous silence les présidences des indépendantistes D. Doudaev (1991-1996) et A. Maskhadov (élu sous les auspices de l'OSCE en 1997, tué en 2005). En outre, nulle allusion au fait qu'Akhmat Kadyrov eut un passé proche des indépendantistes, qu'il fut nommé mufti par Maskhadov en 1995 lors d'une réunion de la résistance pendant la première guerre, et qu'il soutint ce dernier pendant l'entre-deux-guerres dans son conflit contre les islamistes, notamment lors de la crise de juillet 1998 à Goudermes. La moindre mention des indépendantistes sur un mode laudatif est interdite, le discours diffusé sur ces derniers est celui du discrédit.

¹⁷ Voir par exemple « Pamjati pervogo Prezidenta Tch. R. A. A. Kadyrova » (A la mémoire du premier président de la République de Tchétchénie A. A. Kadyrov), *Grozny Inform*, 4 mai 2008, <http://www.grozny-inform.ru/main.mhtml?Part=19&PubID=6655>. Lors de son assassinat, V. Poutine avait immédiatement reçu son fils Ramzan au Kremlin et a toujours rendu hommage à Kadyrov père, près de l'effigie duquel il pose sur de nombreux portraits dans les rues de Grozny. V. Poutine est allé se recueillir sur sa tombe en août 2009.

¹⁸ Voir *supra* la contribution de M. BASNOUKAEV.

¹⁹ Cela fait bien sûr écho au fait qu'après la première guerre, une Armée « Djokhar Doudaev » avait vu le jour, dirigée par son neveu S. Radouev.

²⁰ La pièce *Nikhot* (L'honneur, en tchétchène) de Iakhiaev, est centrée sur le héros Akhmat Kadyrov, présenté comme celui qui a mis un terme à la guerre. Entretien avec une ancienne comédienne du théâtre de Grozny, Bruxelles, 12 mai 2009.

Le cycle électoral ²¹ mis en place à partir de 2003, date du référendum d'adoption de la nouvelle Constitution, consacre officiellement le renoncement de la population à l'indépendance. Le référendum de mars 2003, les élections présidentielles d'octobre 2003 qui hissent Akhmat Kadyrov à la présidence puis celles d'août 2004 qui lui substituent A. Alkhanov, – son prédécesseur ayant été assassiné en mai 2004 –, les élections législatives de novembre 2005 et celles d'octobre 2008, sont autant de jalons posés sur la trame de l'histoire officielle.

La symbolique des dates est également l'objet de cette réécriture de l'histoire. Dans la Tchétchénie nouvelle, le 16 avril, date de la fin de l'opération anti-terroriste, devient fête officielle. Le 1^{er} novembre – date de proclamation de l'indépendance par Doudaev en 1991 –, et le 6 septembre – jour de la fête nationale de la Tchétchénie indépendantiste –, ne font plus partie du calendrier des fêtes. L'Itchkérie est rayée de l'histoire, ses figures discréditées, et le processus de normalisation vaut processus de paix. Aux négociations entre Etat russe et indépendantistes qui avaient été menées durant le premier conflit, succède la sélection par Moscou d'élites tchétchènes mandatées pour construire l'après-guerre sur le discrédit des figures de l'Itchkérie et sur le mythe d'une société soudée autour de son président.

2. *Discrédit des figures de l'Itchkérie et mythe d'une société unie*

Le passage par pertes et profits de la période allant de Doudaev à Maskhadov et l'occultation de ce pan de l'histoire créent donc une sorte d'hémiplegie mémorielle et politique dans le discours officiel. Tout symbole lié à l'Itchkérie est proscrit, et la stigmatisation des différentes figures qui en constituèrent les élites est de règle. Si le terme de liberté a disparu de l'hymne, la mémoire de ceux qui s'en firent les porte-parole est également niée. Quand elle est cependant évoquée, c'est de façon péjorative, comme le montre la façon dont le président R. Kadyrov passe en revue, lors d'un long débat ²² télévisé en février 2009, les Itchkériens : Maskhadov est présenté comme un faible, dépressif, qui aurait été de toute façon prêt à se rendre au pouvoir russe et à envisager une Tchétchénie au sein de la Fédération de Russie ²³ ; Dokka Oumarov, devenu chef de la résistance après l'assassinat d'Abdoul-Khalim

²¹ Les analyses indépendantes convergent toutes : la participation y a été extrêmement limitée, les scrutins étant organisés dans un climat de terreur et d'absence de pluralisme. L'impossibilité que le point de vue indépendantiste y soit représenté a immédiatement obéré la représentativité d'un quelconque pluralisme. Voir par exemple T. LOKSHINA et S. LUKASHEVSKY, *Chechnya 2003 : Political process through the looking glass*, MHG, Memorial, Caucasian Knot, 2004. Voir aussi A. MALACHENKO, *Kak vybirali v Tchetchne* (Comment on a voté en Tchétchénie), http://www.carnegie.ru/ru/pubs/books/9788Blok_Malashenko_book_web.pdf, Moscou, Carnegie, 2006.

²² Voir « Teper' mojno i pogovorit'. Ramzan Kadyrov poobshalsja s byvchimi boevikami v prjamom efire » (Maintenant on peut même se parler. Ramzan Kadyrov a échangé avec d'anciens combattants en direct à la télévision), www.lenta.ru/articles/2009/02/19, 19 février 2009. Voir aussi D. ARE, « The discrediting of Ichkeria », Prague Watchdog, <http://www.watchdog.cz/index.php?show=000000-000004-000001-000255>, 23 février 2009.

²³ Parallèlement, il est présenté comme un mécréant peu enclin à la prière et consommateur d'alcool, dans un contexte où la reprise en main par Kadyrov s'étend également à la question de l'islam. Sur l'islam dans la Tchétchénie de R. Kadyrov, voir A. MERLIN, « Les usages politiques

Sadoulaev, successeur de Maskhadov, est épinglé comme lâche et vénal preneur d'otages ; Movladi Oudougov, l'homme de la propagande islamo-indépendantiste, y est décrit comme un menteur invétéré, tandis que Bassaev est présenté comme un psychopathe assoiffé d'argent uniquement.

En contrepoint, la construction d'un discours sur l'unité retrouvée du peuple tchéchène grâce à la paix est omniprésente. Le simple fait que R. Kadyrov soit le leader en Tchétchénie du parti du pouvoir « Russie unie »²⁴ et qu'il en dirige la liste aux élections locales²⁵ est révélateur de la mission qui lui est donnée, comme de la rhétorique qu'il utilise : son discours tourne continuellement autour du fantasme de l'unité du peuple tchéchène qui serait en osmose avec son président lui-même, en alerte contre tous les ennemis supposés. La Tchétchénie y est en effet souvent présentée comme le « talon d'Achille » de la Russie, exposé à des déstabilisations de toutes sortes²⁶. A ce titre, Ramzan Kadyrov, en tant que président d'une entité fédérée de Russie, aurait alors une mission de premier ordre, celle de garantir *in situ* l'intégrité territoriale de la Russie et de prévenir toute déstabilisation, qu'elle vienne de l'intérieur ou de l'extérieur. « Homme de V. Poutine » comme il aime à le rappeler en toute circonstance²⁷, il est donc à la fois l'envoyé de Moscou, se vivant comme aux avant-postes du danger, et celui qui en retour bénéficie d'un traitement particulier.

En discréditant l'Itchkérie, il s'agit d'écarter tout projet indépendantiste potentiel. Le discrédit est d'autant plus facile à imposer que les présidences Douaev (1991-1996) et Maskhadov (1996-2005) furent marquées par le chaos et la guerre, que les leaders historiques du projet indépendantiste tchéchène ont été soit liquidés²⁸, soit

de l'islam en Tchétchénie post soviétique », in F. NAHAVANDI (éd.), *Mouvements islamistes et politique*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 115-134.

²⁴ Voir par exemple V. GELMAN, « Le parti du pouvoir en Russie : quelles perspectives ? », in A. MERLIN (éd.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007.

²⁵ Ramzan Kadyrov a par exemple conduit la liste locale « Russie unie » pour les élections parlementaires du 12 octobre 2008 (« Ramzan Kadyrov conduit la liste de « Russie unie » aux élections parlementaires de Tchétchénie »), www.kavkaz-uzel.ru, 18 août 2008. Le gymnase de l'Université arbore un portrait de Kadyrov assorti du logo du parti « Russie unie ».

²⁶ Dans la longue interview accordée au journal nationaliste russe *Zavtra* le 25 septembre 2009, Ramzan Kadyrov attribue clairement aux Etats-Unis la responsabilité des éléments de déstabilisation en Tchétchénie.

²⁷ Voir par exemple les films de V. PRADO, *Le clan des Kadyrov* (2006) ou *Tchéchénie, le jouet macabre de Poutine* (2008), dans lequel R. Kadyrov déclare : « Je dois tout à Vladimir Vladimirovitch. S'il veut que je sois serrurier, je serai serrurier ; s'il veut que je sois vacher, je serai vacher ».

²⁸ L'assassinat de Maskhadov en 2005 a évidemment marqué une scansion dans la « lutte anti-terroriste ». Kadyrov en a même fait un trophée, félicitant toutes les femmes tchéchènes, puisque le jour de l'assassinat était le 8 mars. La mort de Radouev en 2001, la liquidation de Khattab en 2002, la mort de Guelaev, la reddition de M. Khanbiev en 2004, puis la liquidation de Bassaev et du successeur de Maskhadov, Abdoul-Khalim Sadoulaev en 2006 ont participé d'un réel affaiblissement de la résistance. S'il a toujours été difficile d'évaluer les forces et les effectifs de cette dernière, la mort de Maskhadov a entraîné la disparition du discours de libération nationale tchéchène au profit d'une rhétorique islamiste et transnationale. Sur ce point, voir *supra* la contribution de M. VATCHAGAEV.

contraints à l'exil, soit forcés à prêter allégeance à R. Kadyrov, et que l'extermination partielle du peuple tchétchène facilite l'accueil par la population d'un ordre quelconque, fût-il kadyroviens et construit sur la violence et la dictature.

Un des enjeux importants de la mise en place de cette « paix nommée Kadyrov » est la réduction visant – mais sans succès – l'éradication totale de la résistance. Outre la liquidation des opposants dans le maquis, l'invitation au retour en Tchétchénie d'opposants politiques partis s'exiler est au cœur d'une campagne intensive. Le retour d'Oumar Khanbiev, qui fut ministre de la Santé de Maskhadov puis représentant de ce dernier en exil lorsqu'il tentait de populariser le plan de paix Akhmadov²⁹ fait partie des « trophées » remportés par le président tchétchène. Les spéculations de l'été 2009 concernant l'éventuel retour en Tchétchénie d'Akhmed Zakaev, Premier ministre d'Itchkérie en exil³⁰, à la suite de sa rencontre à Oslo avec Doukouvakha Abdourakhmanov, président du Parlement tchétchène envoyé par Kadyrov ont montré que le « retour des refoulés », pour reprendre l'expression de Jonathan Littell³¹, reste une priorité du président Kadyrov, moyen de montrer une situation normalisée. L'absorption méthodique et systématique des opposants dans les organes de cet « Etat dans l'Etat » qu'est la Tchétchénie d'aujourd'hui est donc une des feuilles de route de la politique de « pacification ».

Néanmoins, ce discours sur une Tchétchénie rentrée dans le rang et une paix retrouvée après des années de guerre ouverte, présente une situation ambiguë. Si toutefois fin de guerre il y a, peut-on identifier un vainqueur ? « Qui, réellement, a « gagné » ici ? La victoire est aussi un concept fluide, sujet à de nombreuses interprétations ». Cette question formulée ainsi par J. Littell³² rejoint celle posée par L. March et Roland Dannreuther « Chechnya : Has Moscow Won ? »³³.

Le propos politique officiel d'une Tchétchénie ayant tourné le dos à l'aspiration séparatiste et les gages verbaux renouvelés par R. Kadyrov de son allégeance à Moscou valent victoire russe aux yeux du pouvoir fédéral. Le changement de nom de l'« avenue de la victoire » (Prospekt Pobedy) en « avenue Poutine » à Grozny ne fait que corroborer ce discours. Dans la bouche des autorités russes et tchétchènes, la victoire a donc été officiellement remportée par l'Etat et le peuple contre l'ennemi terroriste. Cependant, la situation obtenue est le produit de tractations entre Moscou et Grozny, en matière économique et financière, mais également de sécurité.

²⁹ Aux heures de la guerre ouverte en Tchétchénie, le plan Akhmadov, du nom du ministre des Affaires étrangères de Maskhadov, proposait l'établissement d'une administration provisoire de l'ONU pour désarmer, démilitariser et préparer la démocratie et la paix par le truchement d'élections supervisées. On en trouve le texte par exemple sur www.wajnakh.com, un des sites tchétchènes d'orientation indépendantiste.

³⁰ I. SOUKHOV, « Itchkeria priznala Tchetchniou » (L'Itchkérie reconnaît la Tchétchénie), *Russia in Global Affairs*, 27 juillet 2009, <http://www.globalaffairs.ru/articles/12077.html>. Voir aussi les interviews croisées de D. Abdourakhmanov et A. Zakaev in « La Tchétchénie en lien avec l'Itchkérie », *Doch*, 3/35, 2009, p. 24-27, disponible sur www.doshdu.ru.

³¹ J. LITTELL, *Tchétchénie, An III*, Paris, Gallimard, 2009, p. 64-88.

³² *Ibid.*, p. 110.

³³ L. MARCH, R. DANNREUTHER, « Chechnya : Has Moscow Won ? », *Survival*, août-septembre 2008, p. 98-112.

La visibilité bien moindre de l'Armée russe et les annonces de réduction des effectifs fédéraux – après la suppression du régime de KTO, le retrait d'un contingent de 20 000 hommes du ministère de l'Intérieur de la Fédération de Russie, ainsi que des forces du ministère de la Défense stationnées sur le territoire, était également annoncé³⁴, ainsi que la réduction de moitié du Groupe unifié des forces armées du Nord-Caucase, officiellement transformé en un nouveau corps de sécurité provisoirement nommé « Comité de maintien de la sécurité dans la région » – accompagnent le transfert des prérogatives d'ordre et de sécurité au ministère de l'Intérieur tchétchène.

Si Ramzan Kadyrov s'est donc fait le porte-parole et le relais en Tchétchénie de la position officielle russe présentant cette guerre comme une opération non seulement légitime mais nécessaire contre l'ennemi « terroriste », « séparatiste » ou « wahhabite », on ne saurait néanmoins occulter la disjonction éventuelle des agendas politiques du président tchétchène d'une part, et des autorités russes d'autre part. La consolidation de la figure de R. Kadyrov dans le cadre de la tchétchénilisation³⁵ du conflit est certes un produit de la stratégie russe³⁶, mais n'est pas forcément antinomique avec une émancipation de la créature vis-à-vis de son démiurge. A cet égard, la fin du régime spécial marque pour le président tchétchène la consécration de son pouvoir, dans la mesure où elle incarne l'accélération du transfert des prérogatives de maintien de l'ordre aux forces tchétchènes.

B. La kadyrovisation, stade suprême de la normalisation et de la tchétchénilisation

Dans le cas du premier conflit (1994-1996), le territoire tchétchène avait été évacué par les forces militaires russes en 1997, après la signature du cessez-le-feu de Khassav-Iourt. En effet, la reprise de Grozny par les combattants indépendantistes en août 1996 avait marqué la victoire tchétchène³⁷, et l'Etat russe, à l'époque plus faible et – donc ? – plus ouvert au dialogue politique et à une analyse de la question tchétchène en termes de décolonisation³⁸, avait pris acte – fût-ce provisoirement

³⁴ « Federal Forces in Chechnya Will Reportedly be Reduced and Restructured », *North Caucasus Weekly*, Jamestown Foundation, X/18, 8 mai 2009.

³⁵ Pour une description détaillée et une analyse circonstanciée de la politique de tchétchénilisation, voir par exemple T. LOKSHINA, « Chechenization of the conflict, or the « Political Process » in the Chechen Republic », *Chechnya Inside Out*, Demos, 2007, p. 82-97.

³⁶ Notons qu'au Kremlin, le choix de la kadyrovisation n'a pas forcément fait l'unanimité. Par exemple, Igor Setchine et D. Kozak, ancien représentant plénipotentiaire pour le Caucase du Nord, étaient favorables à la mise en place d'un système de gouvernement du type d'Alkhanov, le président tchétchène falot qui succéda à Akhmat Kadyrov. Totalement faible politiquement, son rôle et sa fonction s'apparentaient bien plus à ceux de D. Zavgaev, l'homme politique tchétchène sur lequel les autorités russes s'étaient appuyées durant le premier conflit. Sur la divergence entre I. Setchine et V. Poutine, voir L. MARCH et R. DANNREUTHER, *op. cit.*, p. 105-106.

³⁷ On sait que cette victoire militaire s'est rapidement commuée en défaite politique, mais le caractère spectaculaire de la prise de la ville a marqué les esprits et suscité une euphorie importante parmi les indépendantistes en même temps qu'elle signifiait une humiliation pour l'Armée russe.

³⁸ Voir en particulier M. VATCHAGAEV, *op. cit.*, et M. GAMMER, *op. cit.* Le début des années 1990 étant marqué par l'accession à l'indépendance des quinze Républiques de l'Union –

– de la défaite militaire subie. Si le statut de la République n'était pas pour autant finalisé et faisait l'objet d'une analyse diamétralement opposée entre autorités russes et autorités tchéchènes indépendantistes, le retrait de l'Armée russe avait néanmoins eu lieu.

Dans le cadre du processus de tchéchénisation caractéristique du deuxième conflit, la question d'un retrait total des forces fédérales stationnées en Tchétchénie ne s'est en revanche jamais posée. Peut-on pour autant émettre l'hypothèse avec Luke March et Roland Dannreuther d'une victoire de Moscou³⁹ ? La mise au second plan des forces fédérales dans les opérations spéciales, déjà très nette, a été concomitante de la montée en puissance des forces de Kadyrov⁴⁰, occupé à recruter et « légaliser » les anciens combattants, avec l'assentiment des forces fédérales russes face à la monopolisation de la coercition physique par les forces tchéchènes dites « pro-russes ».

*Une monopolisation de la coercition physique fondée sur la violence :
absorption et recrutement des anciens combattants*

Juridiquement, la fin de l'opération anti-terroriste dépossède les forces fédérales de la conduite des opérations sur le territoire et en parachève le transfert aux forces tchéchènes⁴¹. D'après les différentes estimations, le ministère de l'Intérieur (MVD) de la République de Tchétchénie est composé de 15 à 17 000 hommes⁴², incluant deux régiments de patrouille, l'OMON (détachement pour opérations spéciales) et un régiment de surveillance des infrastructures pétrolières, dit régiment pétrolier ou « Neftelpolk », composé de deux mille hommes et commandé à partir de 2006 par

dont la Russie –, les revendications d'indépendance étaient perçues de façon bien différente des perceptions qui dominent à la fin des années 2000. Voir par exemple, sur les modalités d'effondrement de l'Union soviétique et d'accession à l'indépendance des quinze Républiques de l'Union, A. DE TINGUY (éd.), *L'effondrement de l'empire soviétique*, Bruxelles, Bruylant, 1998.

³⁹ L. MARCH et R. DANNREUTHER, *op. cit.*, p. 97-112.

⁴⁰ « Au printemps, alors que les fédéraux avaient établi leur quartier général du district dans l'hôpital de Chatoï, Ramzan Kadyrov, alors Premier ministre du président tchéchène Alkhanov, leur a donné trois jours pour quitter les lieux. Cet ultimatum et la façon dont il a été respecté par les fédéraux a marqué la montée en puissance de « Ramzan », tant par rapport à la pâle figure qu'était Alkhanov, que par rapport à la présence des fédéraux ». Entretien avec Soulim S., Grozny, juillet 2007. Beaucoup se mettent à parler maintenant de « ramzatisation » comme suite logique de la kadyrovisation. Luke March et Roland Dannreuther utilisent abondamment l'expression de « ramzatisation » (*op. cit.*, 2008).

⁴¹ Sur le plan opérationnel, l'opération anti-terroriste a été confiée tour à tour au ministère de la Défense fédéral en 1999, puis au FSB en 2001 et au MVD en 2003. Voir par exemple *Une société sous contrôle, Du détournement de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme en Russie*, Rapport FIDH 2009, www.fidh.org.

⁴² Voir par exemple le bulletin du centre des droits de l'Homme Mémorial « La situation dans la zone de conflit au Caucase du Nord : pour une évaluation », <http://www.memo.ru/hr/hotpoints/caucas1/index.htm>, printemps 2009. Le bulletin cite également une interview donnée le 17 avril 2009 à la radio *Ekho Moskvy* par le vice-président du gouvernement tchéchène Sabsabi, évaluant lui à 10 000 le nombre d'hommes subordonnés au MVD. Certaines estimations parlent de 30 à 40 000 hommes en armes subordonnés à Ramzan Kadyrov. Entretien avec Ayoub T., France, août 2009.

Cherip Delimkhanov, frère d'Adam Delimkhanov, bras droit de R. Kadyrov, vice-premier ministre de Tchétchénie et député fédéral à la *Douma* d'Etat. Un régiment nouveau est apparu au printemps 2009, le régiment « Akhmat-Khadji Kadyrov », régiment à affectation spéciale (*spetsnaz*). Si ce corps militaire ne figure pas sur l'organigramme du MVD⁴³, on sait qu'il fut créé en 2004, mais peu d'informations filtrent à son sujet. En outre, les deux bataillons Nord (*Sever*) et Sud (*Ioug*) des forces intérieures, officiellement rattachés au ministère fédéral de l'Intérieur – et qui ont constitué un moyen de recruter des anciens combattants⁴⁴ – sont en réalité subordonnés directement à Ramzan Kadyrov.

Les modalités d'intégration *via* les procédés d'amnisties et de « légalisation » des anciens combattants indépendantistes au sein des forces de R. Kadyrov sont un des maillons cruciaux de cette transformation du conflit. L'absorption des anciens combattants dans les forces officielles constitue pour ces derniers la seule alternative à la mort au combat ou à l'exil⁴⁵. Officiellement, il s'agit de les conduire à déposer les armes et de les réintégrer dans la vie civile, mais sous le terme d'amnistie ont pu se produire des événements tout autres, comme le montrèrent les événements de Komsomolskoe en mars 2000 : après avoir été parqués dans un champ, encerclés par les forces russes, puis déclarés amnistiés à l'issue d'une négociation entre chefs de guerre tchétchènes et militaires russes, ils ont été purement et simplement exécutés⁴⁶. Les autres vagues d'amnisties déclarées n'ont pas suscité moins de scepticisme, les conditions d'une véritable amnistie étant d'emblée exclues du panel de critères. Par exemple, peu après la mort du chef de guerre extrémiste Bassaev, le chef du FSB Nikolai Patrouchev a proposé, le 20 juillet 2006, aux « membres des groupes illégaux » de prendre part à des négociations avec des représentants des forces de l'ordre fédérales et tchétchènes, pour déposer les armes et « passer du côté du peuple »⁴⁷. Alors que le texte sur l'« amnistie pour les individus ayant commis des crimes durant l'opération anti-terroriste dans le District fédéral du Sud » n'était adopté par la *Douma* fédérale qu'en septembre 2006, le gouvernement avait en réalité déjà commencé à enregistrer des amnisties sur la base de l'annonce de N. Patrouchev de juillet, et les médias faisaient alors état de centaines de combattants ayant rendu les armes. Mais, comme pour les vagues précédentes (une amnistie avait été déclarée en 2003, entre le « référendum » de mars et l'« élection » présidentielle d'octobre), l'amnistie de 2006 excluait non seulement les crimes, tortures et prises d'otages, mais également les actions mettant en danger la vie d'agents de maintien de l'ordre, de

⁴³ « Strouktoura Ministerstva Vnoutrennikh Del po Tchetchenskoj Respublike, po sostjanijou na 1 janvarja 2008 » (Structure du ministère des Affaires intérieures en République de Tchétchénie, au 1^{er} janvier 2008), <http://www.mvdchr.ru/files/structure.doc>.

⁴⁴ Voir ci-après.

⁴⁵ On est tenté ici d'utiliser le schéma proposé par A. HIRSCHMANN, « Voice, Exit et Loyalty », in *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, 1995.

⁴⁶ Voir M. SAUROY, *Quand le soldat Volodia filme la guerre*, La caméra qui accuse, Canal +, 2003.

⁴⁷ « FSB director Patrushev extends deadline for amnesty of Chechen fighters to 30 September », *NRWSru.com*, 31 juillet 2006. (<http://newsru.com/russia/31jul2006/patrushev.html>), cité par T. LOKSHINA, *op. cit.*, p. 95.

soldats ou de personnalités publiques⁴⁸ : il ne pouvait donc être question d'amnistie de combattants, le texte les excluant de lui-même... Et ce n'est alors qu'avec l'assurance personnelle d'une autorité tchéchène très élevée, très souvent de Ramzan Kadyrov lui-même, qu'un combattant pouvait espérer quitter le maquis sans risquer sa vie⁴⁹. Du coup, plus que de réelles amnisties, c'est à des « légalisations » qu'on a assisté *a posteriori*.

Déclarations formelles légalisant *a posteriori* d'anciens combattants qui avaient déjà rejoint les forces de Kadyrov, de « gré » ou de force⁵⁰, ces légalisations ont pris parfois le nom d'« amnisties grises »⁵¹ opérées sous contrôle personnel du président tchéchène. La légalisation (*legalizatsia*) a concerné des pans entiers de la résistance armée. En effet, on évaluait en 2009 à environ 7 000 le nombre d'anciens combattants présents dans les forces de R Kadyrov⁵². Le Régiment numéro 2 du service de patrouille de la police du nom d'Akhmat Kadyrov (PPSM 2) est dirigé par un ancien chef de guerre indépendantiste, Aslambek Iassaev, qui a emmené avec lui les hommes qu'il dirigeait dans le maquis, tandis que le centre anti-terroriste, structure créée en 2005 pour remplacer le Service de sécurité de Kadyrov, était dirigé lors de sa création par l'ancien chef de guerre « retourné », Maïrbek Echiev. La création des bataillons *Ioug – Sud – et Sever – Nord*, les bataillons 248 et 249 rattachés au ministère de l'Intérieur fédéral⁵³, a également été un « moyen » de recruter des dizaines d'anciens combattants indépendantistes. Quant aux *kadyrovtsy* eux-mêmes, provenant à l'origine du Service de sécurité d'Akhmat Kadyrov dirigé par son fils Ramzan et constitué d'un tout petit nombre de personnes (quelques dizaines) au tout début des années 2000, leur nombre s'est peu à peu étoffé *via* le recrutement de centaines de combattants indépendantistes, atteignant le nombre de 1 500 membres en 2004, date à partir de laquelle ils ont généralisé la pratique des prises d'otages de proches de combattants afin de recruter, comme ce fut le cas par exemple de Magomed Khanbiev, ministre de la Défense sous Maskhadov et chef de guerre pendant les deux conflits⁵⁴.

⁴⁸ Article 317 du Code civil russe.

⁴⁹ Il n'est cependant pas rare, comme on l'a vu dans le cas de Komsomolskoe, que des combattants amnistiés aient été ensuite justement torturés et/ou exécutés, malgré l'amnistie... Des combattants proclamés amnistiés ont été enlevés et exécutés à leur retour chez eux. Entretien avec la veuve d'un combattant, France, août 2009.

⁵⁰ T. Lokchina explique que les chefs d'administrations des districts sont entrés dans une sorte de compétition, à celui qui aurait dans son district le plus grand nombre de combattants déposant les armes, cette logique conduisant à multiplier le nombre de personnes interrogées, le moindre villageois ayant aidé la résistance pouvant alors subir des pressions de tous ordres pour livrer des informations. T. LOKCHINA, *op. cit.*, 2007.

⁵¹ Voir par exemple « La situation dans la zone de conflit du Nord-Caucase à l'été 2006. Evaluation par les défenseurs des droits humains », <http://www.memo.ru/hr/hotpoints/caucas1/k-belyten/2006/200611301.htm>.

⁵² Mémorial, *op. cit.*, printemps 2009.

⁵³ Leur appellation exacte est celle de « bataillons spéciaux motorisés des forces armées de la région du Caucase du Nord du ministère de la Fédération de Russie ».

⁵⁴ Magomed Khanbiev, après la prise en otage de plusieurs dizaines de membres de sa famille, s'est en effet rendu et est devenu député de l'« Union des forces de droite » au

La sous-traitance de la violence par les forces russes aux forces tchétchènes de Kadyrov a eu des effets très importants dès 2003-2004, période à partir de laquelle l'essentiel des exactions et opérations spéciales sont perpétrées par des Tchétchènes contre d'autres Tchétchènes.

Parallèlement, des éliminations d'opposants à Kadyrov ont lieu à l'extérieur de la Tchétchénie, et mettent en évidence la logique d'affranchissement de Kadyrov vis-à-vis des fédéraux : ainsi l'assassinat de Movladi Baïssarov en novembre 2006 en plein Moscou signifie-t-il le démantèlement du groupe spécial *Gorets* (le « Montagnard ») qui était jusqu'alors subordonné au FSB fédéral, et l'élimination d'un des principaux rivaux du président tchétchène⁵⁵. L'ORB-2 (bureau d'enquête opérationnelle), tristement célèbre pour les tortures qui s'y déroulent⁵⁶, a également fait l'objet d'une prise de contrôle par R. Kadyrov : rattaché au service fédéral de lutte contre la criminalité du IouFO, le district fédéral du Sud⁵⁷, intégré au ministère de l'Intérieur russe, il échappait donc aux autorités tchétchènes. Qu'à cela ne tienne : utilisant, non sans cynisme, auprès du procureur de Tchétchénie V. Kouznetsov, les plaintes faisant état de tortures et disparitions forcées dans l'ORB-2, Ramzan Kadyrov a obtenu en mars 2007 le remplacement d'Akhmet Khassanbekov qui lui était peu « loyal », par un fidèle, Issa Sourgouev.

Enfin, et ce n'est pas le moindre des « remaniements » survenus en Tchétchénie, la confrontation ouverte en avril 2008 à Goudermes⁵⁸ entre les gardes de R. Kadyrov et les forces du bataillon *Vostok* (Est), rattaché au ministère fédéral de la Défense et dirigé par Soulim Iamadaev, ancien indépendantiste passé du côté fédéral, a clairement marqué la consolidation du pouvoir du président tchétchène vis-à-vis de toute force qui pourrait lui opposer un contre-poids. A l'issue de ce règlement de compte qui a fait plusieurs morts, l'allégeance du bataillon *Vostok* à R. Kadyrov était prononcée. En septembre de la même année, le frère de Soulim, Rouslan Iamadaev, député à la *Douma* fédérale, était assassiné en plein Moscou. Quant à Soulim Iamadaev, interpellé un temps par la justice fédérale pour prise d'otages, puis réapparu en Ossétie du Sud aux

Parlement tchétchène, avant de rejoindre le parti du pouvoir « Russie unie ». Voir par exemple A. MALACHENKO, *Ramzan Kadyrov : rossijskij politik kavkazskoj natsional'nosti* (Ramzan Kadyrov, homme politique russe de nationalité caucasienne), Moscou, Rosspen, 2009, p. 39. Son frère Oumar Khanbiev, anciennement représentant de Maskhadov en Europe, est rentré en Tchétchénie. Voir son interview dans le journal *Doch*, www.doshdu.ru, juin 2009.

⁵⁵ Voir A. MALACHENKO, *op. cit.*, 2009, p. 63 et de façon plus générale tout le chapitre 3, « Ramzan natchinaet i vyigraet » (Ramzan joue et gagne), sur l'irrésistible ascension de R. Kadyrov, p. 51-84.

⁵⁶ Voir *La torture en Tchétchénie : la normalisation du cauchemar*, rapport de la FIDH, www.fidh.org, 2007.

⁵⁷ Sur le IouFO, voir A. MERLIN, « Le Nord-Caucase au miroir du fédéralisme russe », in A. MERLIN (éd.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007, p. 65-98.

⁵⁸ Voir « Ramzan Kadyrov a ouvert un front de l'Est. Des affrontements se sont produits entre héros de Russie », *Kommersant*, 16 avril 2008, <http://www.kommersant.ru/daily.aspx?date=2008041>.

côtés des forces fédérales russes pendant la guerre russo-géorgienne d'août 2008⁵⁹, il est déclaré assassiné à Doubaï en mars 2009⁶⁰. Cette lutte obstinée du pouvoir tchéchène contre les Iamadaev semble aussi traduire des rivalités au niveau fédéral : comme le mentionnent de nombreuses sources, les accointances des Iamadaev avec le GRU (services de renseignement de l'Armée fédérale) constituent un porte-à-faux pour les forces à Moscou qui soutiennent R. Kadyrov, forces davantage liées au FSB.

La violence est donc restée un moyen de traitement des conflits politiques toujours présents en Tchétchénie. Il nous semble donc qu'il faille rester prudent y compris vis-à-vis de l'expression de « paix négative » définie par John Galtung comme une « situation où il a été mis fin aux violences (souvent armées) directes, violences organisées entre communautés ou entre nations »⁶¹. Au lieu de la disparition effective de la rébellion armée par la concertation et la réintégration des anciens combattants dans la vie civile, les méthodes de terreur et de recrutement par la force alimentent la persistance d'éléments de guerre civile que la dictature a peine à masquer.

L'expression de cette violence intra-tchéchène pose alors la question de la transformation d'une guerre coloniale de grande ampleur en guerre civile intra-tchéchène. *A minima*, l'ampleur des violences commises depuis la reprise de la guerre en 1999⁶² et non prises en charge par la justice, l'absence de véritable processus de paix assorti de la mise en place d'instruments garantissant le non-recours à la violence aboutissent à une situation particulière qui, si elle peut être qualifiée de paix, ne peut l'être qu'avec la précision qu'elle est obtenue au prix d'une dictature. C'est par une logique de répression « jusqu'au dernier », menée par les forces tchéchènes dites « pro-russes » et non plus par les forces fédérales, que cette paix est proclamée gagnée. Dans ce contexte, la prégnance des pratiques violentes comme « moyens » de résolution des contentieux politiques ne peut en tout état de cause permettre de conclure à l'existence d'une paix stable. Sous la dictature, les éléments de guerre civile persistante sont toujours saillants et traduisent la transposition d'un conflit non réglé à un autre niveau.

2. La guerre est-elle soluble dans la dictature ?

« Kadyrov n'est pas un caprice de Poutine ; c'est la seule solution que ce dernier ait trouvée pour maintenir sous le boisseau toute cette violence impunie, tout ce sang versé »⁶³.

⁵⁹ Voir N. OUVAROFF, « The Role of Chechens in the Georgian-South Ossetian Conflict », *Russian Analytical Digest*, 45, 4 septembre 2008.

⁶⁰ En janvier 2009 a lieu à Vienne l'assassinat d'Oumar Israïlov, ancien combattant indépendantiste recruté ensuite par Kadyrov, et qui avait dû fuir la Tchétchénie et se réfugier en Autriche. Voir l'enquête de N. NOUGAYRÈDE, « Enquête sur un crime d'Etat », *Le Monde*, 22 janvier 2009.

⁶¹ J. GALTUNG, *Peace : Research, Education, Action. Essay in Peace research*, 1, Copenhague, 1975, p. 130. Voir aussi S. LEFRANC (éd.), *Après le conflit, la réconciliation ?*, Michel Houdiard, 2006.

⁶² Ces violences sont abondamment documentées dans les rapports des ONG dont nous avons parlé en introduction.

⁶³ Entretien avec A. Babitski, mai 2007, Paris.

A. *La guerre civile comme incarnation du conflit colonial non réglé*

Méfiance poussée à l'extrême, climat de dénonciation, rafles ciblées, enlèvements et disparitions, usage de la torture pour obtenir la reddition des « frères de la forêt », incendies de maisons des familles de combattants supposés⁶⁴, intimidations et assassinats dans un contexte d'impunité⁶⁵ : la dictature Kadyrov fondée sur le couple « reconstruction matérielle / terreur politique et militaire » écarte d'emblée la question du consensus social. Après élimination de ses rivaux principaux, R. Kadyrov se trouve seul à seul avec la société tchétchène, nous dit A. Malachenko⁶⁶. Dans un cycle qui se poursuit, explosions et actes de harcèlement militaires menés par les formations clandestines de combattants alternent avec les répressions perpétrées suite à ces actes. Sur fond de société atomisée et de logiques de vengeance attisées, il serait sans doute hasardeux de chercher à identifier clairement deux camps réellement structurés se faisant face. On peut néanmoins, par-delà la façon dont les logiques de violence se développent, identifier la persistance d'un clivage structurant issu de la guerre ouverte très asymétrique qui sévit pendant des années et dont une partie des violences intestines intra-tchétchènes sont une traduction locale. La rébellion armée, transformée tant dans ses fondements idéologiques que dans ses *modi operandi*, n'a pas disparu et agit contre un ennemi qu'elle identifie clairement, à savoir le pouvoir tchétchène soutenu par le pouvoir russe, et d'autant plus considéré comme traître qu'il a prêté allégeance au pouvoir fédéral en échange de prébendes économiques et politiques. Les qualificatifs utilisés par les islamistes du maquis pour désigner les Tchétchènes au pouvoir sont à cet égard éclairants : il s'agit d'occupants, « chiens de garde » de Moscou, « nationaux-traîtres », perçus comme étant à la solde du pouvoir fédéral et exécutant les besognes dont ce dernier les mandaterait⁶⁷.

Par certains aspects, le conflit tchétchène présente des configurations de guerre civile. La définissant comme un « combat armé à l'intérieur des frontières d'une entité souveraine reconnue entre des parties sujettes à une autorité commune au début des hostilités », S. N. Kalyvas en vient à l'appliquer aux guerres russo-tchétchènes de 1994-1996 et 1999-2003⁶⁸. Cela revient à accorder une importance centrale à l'appartenance formelle à un même Etat et donc à nier la dimension anticoloniale du conflit. En revanche, la période de l'entre-deux-guerres (1996-1999), et plus sûrement encore, la période qui s'ouvre en 2003, présente des traits constitutifs des guerres civiles, même si l'obsession de Maskhadov était d'empêcher que les violences entre différentes factions tchétchènes ne prennent cette dimension. La situation sous R. Kadyrov présente un ensemble de conflits intra-tchétchènes non réglés qui nous semble justifier l'utilisation du terme.

⁶⁴ HUMAN RIGHTS WATCH, « « What Your Children Do Will Touch Upon You », Punitive House-Burning in Chechnya », 2 juillet 2008, <http://www.hrw.org/ru/reports/2009/07/02/what-your-children-do-will-touch-upon-you-0>.

⁶⁵ Le 15 juillet 2009, l'assassinat de Natalia Estemirova, membre de l'ONG de défense des droits humains Mémorial, qui avait été directement menacée par le président tchétchène, témoigne de ce climat d'impunité.

⁶⁶ A. MALACHENKO, *op. cit.*, 2009, p. 78.

⁶⁷ Le site www.kavkazcenter.com du maquis islamiste regorge de ces appellations.

⁶⁸ S. N. KALYVAS, *The Logic of Violence in civil War*, Cambridge, 2006.

Celui-ci est d'ailleurs utilisé par des figures politiques itchkériennes, par exemple par le Premier ministre d'Itchkérie en exil, A. Zakaev, dans son appel aux combattants islamistes lancé durant l'été 2009, lorsqu'il les incite à cesser les assassinats de policiers. Evoquant les stratégies de l'armée tsariste qui visait, durant la grande Guerre du Caucase au XIX^e siècle à « tchéchéner » le conflit afin que les Tchétchènes s'entretuent⁶⁹, il parle de « confrontation intra-tchéchéne » et de « guerre fratricide »⁷⁰. Indiscutablement, les répressions actuelles mettent en œuvre ces « ressorts intimes » dont parle Jean Hannoyer, « ceux d'une violence dirigée par et contre le proche, l'ennemi intérieur, c'est-à-dire d'une violence entre soi »⁷¹. Les conditions de perpétration des tortures ou les menaces qui circulent sous forme de photos envoyées sur les téléphones portables, renvoient à la dimension intestinale et intime du conflit⁷².

Le regain important de violences observé en 2009 conduit de leur côté les autorités tchéchénes à reconnaître que les combattants n'ont pas été totalement éradiqués, comme le déclarait encore R. Kadyrov à la *Komsomolskaïa Pravda* le 16 septembre 2009 : « Nous en aurons bientôt fini avec les combattants »⁷³. R. Kadyrov désigne le maquis sous le terme de « *chaitany* »⁷⁴ (les « Satan »), invoque abondamment le « Tout-puissant » dans ses prises de parole, pour justifier le recours à la force, qui serait autorisé par le Coran. Cette rhétorique s'inscrit en écho à celle maniée par les groupes de combattants islamistes en « lutte contre les mécréants ». La surenchère dans l'invocation de l'islam pour justifier la guerre que se livrent les deux camps participe d'une polarisation « tchéchéno-tchéchéne ». La transformation du conflit, plus que sa résolution à la racine, est à l'œuvre. Lui correspond une transformation des logiques de la lutte armée.

B. Une lutte armée transformée, mais non éradiquée

Face à la tchéchénisation et au recrutement de nombre de combattants itchkériens, le maquis a connu des mutations importantes : on est passé, si l'on peut dire, de l'« idéal-type » du combattant tchéchéne tel qu'animé, en particulier durant la première guerre, par un projet de libération nationale de type classique, à celui du combattant islamiste,

⁶⁹ A. ZAKAEV, « Tomorrow this evil will enter every home », *Chechenpress*, <http://www.chechenpress.co.uk/content/2009/08/06/main01.shtml>, 6 août 2009.

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ J. HANNOYER (dir.), *Guerres civiles, Economies de la violence, dimensions de la civilité*, Karthala-Cermoc, 1999, p. 9. Sur le lien entre violence et guerre civile, voir aussi S. N. KALYVAS, *The Logic of Violence in civil War*, Cambridge, 2006, p. 17 et s.

⁷² Le film de L. MENGET, *Les collines interdites de Tchétchénie* (France 24, 2008) montre par exemple des images diffusées à dessein par téléphone portable d'une femme nue et violentée par les *kadyrovtsy* en représailles de ses liens supposés avec les combattants. Sur la torture comme acte intime, voir par exemple les travaux de Françoise Sironi.

⁷³ R. KADYROV : « My zagnali boevikov v ougol. I skoro s nimi pokontchim » (Nous avons refoulé les combattants dans un coin. Nous en aurons bientôt fini avec eux), *Komsomolskaïa Pravda*, 16 septembre 2009, <http://www.kp.ru/daily/24360/546250/>

⁷⁴ Voir par exemple l'interview donnée à *Zavtra* le 25 septembre 2009.

membre d'un *djamaat*⁷⁵, mettant ses forces au service d'une libération plus globale du Caucase du Nord dans une logique de lutte contre des autorités locales « mécréantes » (*kafir*) et corrompues soutenues par l'Etat russe. Ce « combattant type » est donc, à des degrés divers, impliqué dans un projet d'une autre nature : celui de l'émirat nord-caucasien fondé par D. Oumarov à l'automne 2007 lorsqu'il décrète que la République de Tchétchénie-Itchkérie n'existe plus en tant que telle et que, par conséquent, il n'en est plus « président ». Selon la rhétorique de cet émirat nord-caucasien, relayée par le site Internet www.kavkazcenter.com en particulier, il s'agirait d'inscrire la violence armée dans une logique de *djihad*, avec comme objectif la mise à mort du maximum de représentants politiques locaux, allant du simple policier au ministre. Alors qu'il ne s'agit plus de guerre ouverte opposant l'Armée russe et les combattants tchétchènes, l'heure est donc aux actes de harcèlement armé menés par des groupes de combattants contre des postes de police, mais également à la réactivation de certains réseaux et modes d'action utilisés auparavant : la déclaration lancée par D. Oumarov en avril 2009 sur la restauration d'un détachement de combattants-suicides qui existaient du temps de Bassaev, le bataillon « *Riyadus Sala'hin* »⁷⁶, avait pu passer inaperçue, jusqu'à ce qu'il revendique des attentats suicides de l'été 2009⁷⁷. L'attentat très meurtrier de mars 2010 dans le métro à Moscou, revendiqué par D. Oumarov, semble s'inscrire dans cette logique.

Réduite en termes d'effectifs par l'exil, par l'élimination de nombre de chefs de guerre, et par l'hypercontrôle social et politique, la rébellion armée, dans sa transformation si l'on peut dire « horizontale » à travers la diffusion des *djamaats* dans l'ensemble du Nord-Caucase et la transnationalisation des enjeux de mobilisation, participe de ce que l'on pourrait appeler aujourd'hui une extension de la violence. La « guerre des rues », particulièrement vivace au Daghestan et en Ingouchie, mêle tant des logiques de conflit endogènes propres à ces deux Républiques et à leur situation interne, que des logiques de guerre sainte transnationale contre les « mécréants » au pouvoir. Cependant, et cela reste très saillant à travers toute la phraséologie utilisée par les *djamaats*, la composante anti-coloniale n'a pas disparu. Elle s'exprime seulement sous des formes différentes.

3. Conclusion

Que peut bien alors désigner cette « paix nommée Kadyrov » ? Elle pointe une situation de conflit non réglé, nié et masqué par les effets vertigineux de la

⁷⁵ Sur les *djamaats* au Caucase du Nord, leur composition, leur histoire, et l'exportation de la violence à l'extérieur des frontières de la Tchétchénie, voir *supra* la contribution de M. VATCHAGAEV.

⁷⁶ Voir « Toute la Tchétchénie est devenue chakhid », *Caucasus Weekly Monitor* 11, 31 août-6 septembre 2009, <http://chechen.org/monitor/343-caucasus-weekly-monitor-11-s-31-avgustapo-6.html>.

⁷⁷ Une vague d'attentats-suicides et d'explosions a en effet endeuillé la Tchétchénie. Comme le précise M. Vatchagaev, entre le 1^{er} et le 3 septembre 2009, nombreuses sont les familles qui n'ont pas envoyé leur enfant à l'école lors de la rentrée des classes, de peur de se retrouver sur le chemin de *chakhids*. *Ibid.*

reconstruction et le partage des bénéfices liés à la négociation de gros budgets alloués par Moscou.

On sait que les transitions de la guerre à la paix dépendent en grande partie de la façon dont les personnes ayant porté les armes sont réintégrées – ou non – dans la société⁷⁸. Dans le cas tchéchène, l'absence de « civilianisation » des modes d'expression des différends et l'absence d'élaboration collective de la paix⁷⁹ empêchent la gestion pacifique des conflits, inhérents à toute société, *a fortiori* vivaces après une guerre d'une telle violence.

L'absence de débat politique et de parole libre, de réparation judiciaire, morale et symbolique pour les crimes commis par les forces russes⁸⁰, par les hommes de R. Kadyrov ou par les combattants indépendantistes et/ou islamistes, crée une situation où face à la dictature, la contestation quand elle s'exprime, n'a précisément que la clandestinité et la forêt. La guerre n'en est donc pas moins présente, mais sa forme et sa visibilité ont évolué. La démobilisation n'a pas eu lieu.

Le simple fait qu'une partie importante des hommes entourant Kadyrov soient issus des groupes de combattants indépendantistes incite à se poser la question des évolutions à moyen terme. Les paroles du Premier ministre d'Itchkérie en exil Akhmet Zakaev, prononcées à Londres en mai 2008, avaient surpris un public médusé : il affirmait alors que le processus de décolonisation⁸¹ avait été achevé par Ramzan Kadyrov et que, par conséquent, les Tchétchènes étaient victorieux.

⁷⁸ Sur les politiques de DDR, voir M. BERDAL, *Disarmament and Demobilization after Civil Wars. Arms, Soldiers and the Termination of armed Conflicts*, Oxford, Oxford University Press, 1996 et B. POULIGNY, *Les anciens combattants d'aujourd'hui, Désarmement, démobilisation et réintégration*, CERI, SGDN, PESI, 2004.

⁷⁹ Au-delà de la paix négative définie par J. Galtung et citée plus haut, la paix « positive », obtenue par la construction de relations pacifiques durables, par une réconciliation s'inscrivant dans une logique *bottom-up* et non pas *top-down*, est incompatible avec la dictature. Voir les analyses des travaux de John-Paul Lederach dans l'article de N. DUCLOS, « Pacification sans réconciliation. Les apories de la politique de réconciliation conduite par les Nations-Unies au Kosovo », in S. LEFRANC (éd.), *Après le conflit, la réconciliation ?*, Paris, Michel Houdiard, 2006, p. 276. Voir aussi P. CALAME, B. DENIS et E. REMACLE (éd.), *L'Art de la Paix, Approche transdisciplinaire*, Bruxelles, Peter Lang, 2004, et en particulier la première partie « De la violence à la paix » et l'introduction de la deuxième partie « Cultiver la paix » de Thomas Berns, p. 137-143.

⁸⁰ Les cas de rendus de justice en Russie sont rarissimes. On peut mentionner l'affaire Boudanov, l'affaire Arakcheev-Khoudiakov, et l'affaire Lapine. Voir A. REGAMEY, « L'opinion publique russe et l'affaire Boudanov », *The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies* [Online], 8, 2008, consulté le 24 septembre 2009, <http://www.pipss.org/index1493.html> ; sinon, la reconnaissance des crimes commis et de l'incapacité de la Russie à en faire juger les auteurs sur son territoire est matérialisée par les dizaines d'arrêts rendus par la CEDH depuis le 25 février 2005, date du premier arrêt en la matière. Voir par exemple le site Russian Justice Initiative, <http://www.srji.org/en/>. Natalia Estemirova, dans un entretien à Amnesty International, insistait sur l'importance des saisines de la CEDH pour que justice soit faite et que les victimes voient les crimes reconnus par une instance judiciaire. Voir <http://www.youtube.com/watch?v=Du0aGCZGMNM&feature=related>.

⁸¹ « The decolonization of Chechnya is now a fact », said Zakayev, adding for good measure, « The Chechen people have won this war », « Mysterious Shifts in Chechnya », *The*

On le voit : le pari fédéral de la tchéthénisation dans sa version personnalisée comprend des risques et ne saurait s'analyser que comme une sous-traitance depuis Moscou. Tandis que le président tchéthène est prompt à dénoncer vigoureusement les crimes commis par les fédéraux, à glorifier la langue et la culture tchéthènes, son retournement éventuel contre Moscou et celui des anciens Itchkériens qui l'entourent ne peut être exclu. « Si l'opération anti-terroriste est finie, la guerre, elle, continue en Tchétchénie »⁸².

Moscow Times, 27 mai 2008, <http://www.themoscowtimes.com/article/1016/42/367636.htm>. Si les forces fédérales sont toujours présentes sur le territoire tchéthène, la captation du pouvoir par Kadyrov, le caractère monoethnique de la République et l'exaltation des traditions et de la langue tchéthènes – celle-ci fait désormais l'objet d'une fête solennelle le 23 avril – peuvent conduire à conclure que les Tchétchènes seraient « maîtres » chez eux, un des horizons qui avaient pu animer les esprits des indépendantistes du début des années 1990.

⁸² « Tchetchnia posle KTO : voïna ne zakontchena », <http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/155726>, 26 avril 2010.

